Equitation : poneys et chevaux investissent Paris pour défendre une TVA réduite

Le Monde.fr avec AFP | 24.11.2013 à 16h51 • Mis à jour le 25.11.2013 à 14h59

Dimanche 24 novembre, manifestation de propriétaires de chevaux contre le relèvement de la taxe sur les activités équestres à 20 %. | AP/Remy de la Mauviniere

Des centaines de poneys et des milliers de cavaliers ont défilé dimanche à Paris pour défendre une TVA réduite sur les activités des centres équestres, mises en péril selon les organisateurs par un passage de 7 à 20% sur injonction de Bruxelles.

300 poneys et 5 000 manifestants, selon la prefecture de Paris, 900 poneys et 15 000, selon les organisateurs, sont venus de plusieurs régions de France souvent en famille , portaient des T-Shirt frappés d'un "*non à l'équi-taxe*" ou de "T*VA à 20% = mort du cheval*". Beaucoup de jeunes cavaliers, équipés de bottes et casques de cheval, avaient fait le déplacement et guidaient les poneys sur le parcours de la manifestation entre la Place d'Italie et celle de la Nation.

Le monde de l'équitation se mobilise depuis une dizaine de jours contre une hausse de la TVA, entérinée par la publication d'un décret le 13 novembre afin de mettre la France en conformité avec une directive européenne encadrant l'application des taux réduits de cette taxe.

Lire aussi : Le gouvernement ne se cabre pas sur la TVA à 20 % (/sport/article/2013/11/13/equitation-le-gouvernement-ne-se-cabre-pas-sur-la-tva-a-20_3513073_3242.html)

"Pour beaucoup de centres équestres, une telle hausse sera fatale", a estimé Serge Lecomte, président de la Fédération française d'équitation (FFE). *"Aujourd'hui, la mobilisation est réelle, nous poursuivons le dialogue avec le gouvernement et nous espérons trouver une solution pérenne qui évite de mettre notre secteur d'activité en péril"*, a-t-il ajouté.

Soucieux de répondre à l'inquiétude de cette filière, le gouvernement a proposé la création d'un *"fonds cheval"* et affiché son intention de renégocier à Bruxelles une TVA à taux réduit pour ce secteur. *"Nous nous battrons dans le cadre de la directive TVA pour réintroduire les centres équestres dans le dispositif de taux réduit"*, avait ainsi affirmé vendredi le ministre du Budget, Bernard Cazeneuve. *"Un fonds spécifique sera ouvert au profit des centres équestres"*, avait-il également confirmé.

"PAS DE SUBVENTIONS"

Cette solution ne satisfait pas les responsables de la filière. *"Nous ne voulons pas de subventions"*, a déclaré Serge Lecomte, qui juge possible de distinguer les activités équestres liées aux paris et la pratique sportive, pour laquelle la TVA réduite pourrait être maintenue. *"La hausse de la TVA visait le monde du pari sportif, pas notre secteur qui est une victime collatérale"*, a ajouté le président de la FFE, qui veut travailler à une solution juridique avec le gouvernement.

Le *"fonds cheval"* pourrait être abondé de 20 millions d'euros, ce qui ne compenserait pas la hausse de la TVA, évaluée à environ 30 millions. Les responsables de la filière équestre mettent en avant la menace pour de nombreux emplois. *"Deux mille centres équestres (sur les 7 000 existants) sont menacés par cette hausse et leurs 6 000 emplois"*, a déclaré au micro Pascal Mulet-Querner, porte-parole du collectif *"Equitation en péril"* avant le début de la manifestation. Le secteur de l'équitation en France compte 700 000 licenciés et environ deux millions de pratiquants, selon la FFE.